



**Giorgia Meloni est élue
première ministre**



Affaire Lola



**La manifestation du C9M
est autorisée**



Mort de Nahel

Giorgia Meloni, candidate du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), est élue première ministre.

Se présentant elle même comme "une femme, une mère, une chrétienne", Giorgia Meloni mène une politique ultra-conservatrice, et entretient une réelle admiration pour Benito Mussolini, qu'elle considère comme "le meilleur politicien des 50 dernières années".

Sa campagne avait été menée à travers des promesses de mettre un terme à l'immigration, avec notamment la fermeture des ports aux migrants.

Résolument fasciste, Meloni a jusqu'ici gouverné en contournant le parlement, qu'elle esquivait via l'application de décrets, limitant ainsi l'expression de la démocratie au sein du pays.

Lors des élections européennes de 2024, son parti arrive en tête avec 28,8% des voix, illustrant l'installation dans la durée de l'extrême droite au pouvoir.

Autre exemple de récupération de la part de l'extrême droite, l'affaire Lola se caractérise par l'horreur des faits, aggravés s'ils peuvent l'être par l'instrumentalisation politique et médiatique éhontée réalisée par le RN.

Cette affaire de meurtre et de viol sur mineur avait ému la France entière, avant d'être très rapidement récupérée par le RN, lorsque l'identité de la principale suspecte, une Algérienne de 24 ans sous obligation de quitter le territoire (OQTF), avait été révélée.

Les partis d'extrême droite s'étaient alors offusqués, relayant de multiples arguments racistes, et pointant du doigt un "problème migratoire".

A la suite de cette affaire, plusieurs manifestations, notamment d'extrême droite avaient eu lieu, entraînant pour certaines l'ouverture d'enquête pour provocation à la haine envers les immigrés.

La manifestation annuelle du C9M, le Comité du 9 mai, est autorisée par la préfecture entraîne de nombreuses violences dans les rues de Paris.

Cette manifestation néofasciste, organisée en hommage à un militant mort lors d'une course poursuite avec la police en 1994, était précédemment interdite par la préfecture.

Son autorisation fit polémique, et peut-être perçue comme un véritable tournant dans l'histoire des mouvements sociaux et politiques.

Avec cette autorisation, c'est en effet une barrière qui semble se défaire, un cap franchi.

La même manifestation fût d'ailleurs également autorisée l'année suivante, durant laquelle les néonazis purent défilés dans les rues Parisiennes, vêtus de noir et arborant des symboles liés au fascisme.

Nahel Merzouk, un adolescent de 17 ans, meurt d'un tir à bout portant commis par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre.

L'évènement cause de multiples mouvements de protestation et de colère partout en France, et notamment en banlieue Parisienne, dans les communes proches de Nanterre.

L'affaire avait alors relancé le sujet des violences policières, du délit de faciès, et du racisme systémique grandissant au sein de la police.

Les partis politiques d'extrême droite avaient alors réagi en défendant le policier, prônant la présomption d'innocence, et traçant un lien direct entre l'affaire et l'immigration.

Marine Le Pen avait également appelé à renforcer la réponse pénale, qu'elle estimait alors trop laxiste vis à vis des jeunes en dessous de la majorité.